

des grands magasins du détail ; la première expérience, tentée à Utrecht, a permis de réaliser une vente de 500.00 francs d'articles artisanaux judicieusement choisis dans différents magasins du Maroc. Cette vente publicitaire a permis de toucher directement le consommateur en diffusant largement la production artisanale, de recueillir ses remarques et de connaître ses goûts, pour permettre une adaptation des articles aux besoins de ce marché.

Des vitrines d'exposition ont également été louées par ses soins pour la présentation d'articles artisanaux à la gare des Invalides à Paris. Grâce à une formule, mise au point avec le concours des services publicitaires de l'aéro-gare, les articles exposés seront vendus sur demande et remplacés immédiatement par prélèvement sur un stock constitué.

Une deuxième présentation de vitrines artisanales sera assurée dès fin octobre dans les locaux de la compagnie Aigle-Azur, place St-Philippe de Roule, à Paris.

*
**

La forme de l'action de propagande et publicitaire menée en faveur de la production artisanale était jusqu'ici commandée par un impératif absolu : faire apprécier à nouveau, avant toute chose, une production artisanale complètement délaissée par les pays importateurs.

Le but semble être atteint aujourd'hui, sous réserve, certes, de l'alignement des prix de cette production sur ceux des productions analogues et concurrentes. Les demandes d'achat et de mise en relations extrêmement nombreuses qui parviennent au Maroc marquent en effet l'intérêt que les acheteurs de l'extérieur attachent à la production artisanale.

C'est en fonction de cette nouvelle physionomie des marchés qu'un programme d'action plus commercial et plus direct (et notamment la généralisation des ventes publicitaires avec le concours des artisans) est envisagé pour 1951.

B. — Echanges intérieurs

Inscriptions au registre du commerce

ANNEE ET MOIS	COMMERÇANTS				SOCIÉTÉS			
	Français	Etrangers	Marocains	Total	Françaises	Etrangères	Marocaines	Total
Inscrits en fin d'année (1)								
1938 - au 31-12	10.045	4.426	3.285	17.756	740	183	1.641	2.504
1946 - »	17.147	7.594	10.389	35.130	864	245	3.782	4.891
1947 - »	19.113	8.192	12.651	39.956	889	253	4.900	6.042
1948 - »	20.480	8.623	14.615	43.718	899	261	6.386	7.546
1949 - »	21.656	8.991	16.057	46.704	913	283	7.755	8.951
Inscriptions nouvelles								
1938 - moyenne mensuelle.	»	»	»	150	»	»	»	14
1948 - »	»	»	»	402	»	»	»	133
1949 - »	155	45	142	342	3	2	128	133
1950 - 1 ^{er} trim. moy. mens.	147	54	101	302	2	1	105	108
» - Juin	29	15	72	116	1	—	92	93
» - Juillet	126	34	101	261	3	2	80	85
» - Août	145	54	133	332	—	—	70	70
» - Septembre	143	35	73	251	7	1	57	65
» - 9 prem. mois m. m.	144	50	102	296	2	1	93	96

(1) Compte tenu des radiations enregistrées.
Source : Registre central du commerce — Casablanca.

Ventes de fonds de commerce et d'immeubles enregistrées

ANNEE ET MOIS	FONDS de commerce		IMMEUBLES					
	Nombre	Valeur millions de frs	Biens urbains et suburbains		Bien ruraux		Ensemble	
			Nombre	Valeur millions de frs	Nombre	Valeur millions de frs	Nombre	Valeur millions de frs
1938 - moyenne mensuelle.	53	1,7	»	»	»	»	3.633	29,2
1946 - »	204	63,3	1.681	290,2	1.990	111,5	3.671	401,7
1947 - »	180	80,3	1.960	481,8	2.217	183,2	4.177	665,0
1948 - »	152	78,9	2.278	703,4	2.350	214,5	4.628	917,9
1949 - »	133	83,3	2.050	665,4	2.228	200,1	4.278	865,5
1950 - 1 ^{er} sem. moy. mens.	121	95,1	2.096	773,9	2.440	259,8	4.536	1.033,7
» - Juin	127	146,3	2.141	899,8	2.305	403,0	4.446	1.042,3
» - Juillet	91	69,9	1.960	723,3	1.857	264,3	3.817	997,6
» - Août	110	55,4	1.804	706,7	2.579	224,8	4.383	931,5
» - Septembre	94	104,2	1.355	638,5	2.574	223,9	3.929	862,4
» - 9 prem. mois m. m.	113	88,9	1.966	746,9	2.406	252,4	4.372	999,3

Source : Direction des finances — Service de l'enregistrement et du timbre.

Faillites, hypothèques

ANNEE ET TRIMESTRE	Ouvertures de		Protêts	Hypothèques		Mainlevées	
	faillites	liq. jud.		Nombre	Valeur millions de frs	Nombre	Valeur millions de frs
1938 - moyenne trimestrielle	9	3	»	397	24,8	612	31,7
1947 - »	3	—	580	514	263,3	519	92,7
1948 - »	8	2	838	538	413,1	500	123,8
1949 - »	9	2	1.419	661	679,1	575	175,3
1950 - 1 ^{er} trimestre	12	1	2.057	697	877,5	931	251,9
» - 2 ^{me} trimestre	16	11	2.308	741	937,7	599	282,3
» - 3 ^{me} trimestre	17	3	2.567	632	970,5	475	265,0

Mouvements des capitaux dans les sociétés au cours du 3^{me} trimestre 1950

a) Sociétés anonymes

Groupes	Sociétés nouvelles		Augmentations		Réductions		Dissolutions		V. Soldes
	N. (a)	V. (b)	N.	V.	N.	V.	N.	V.	
Agricoles	3	40.000	5	118.375	—	—	—	—	158.375
Assurances	—	—	1	20.000	—	—	—	—	20.000
Automobiles	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Commerciales	58	255.931	26	526.867	—	—	1	6.000	776.798
Financières	14	122.400	6	94.700	—	—	1	1.000	216.100
Immobilières	10	60.690	12	536.110	—	—	1	10.000	586.800
Industrielles	15	203.850	37	1.102.715	2	11.150	4	31.000	1.264.415
Minières	2	19.000	2	45.200	—	—	—	—	64.200
Transports	2	4.313	3	299.998	—	—	—	—	304.311
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux 3 ^e tr. 50	104	706.184	92	2.743.965	2	11.150	7	48.000	3.390.999
Tot. 1 ^{er} et 2 ^e tr.	302	3.657.130	228	4.766.266	4	46.450	27	594.350	7.782.596
Totaux 1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^e tr. 1949	406	4.363.314	320	7.510.231	6	57.600	34	642.350	11.173.595
	464	3.838.800	330	8.661.671	2	25.400	21	68.785	12.406.286
Différences	58	524.514	10	1.151.440	4	32.200	13	573.565	1.232.691

(1) Transformée en SARL.

(a) N : nombre.

(b) V : valeur en milliers de francs.

b) Sociétés à responsabilité limitée

GROUPES	Sociétés nouvelles		Augmentations		Réductions		Dissolutions		Soldes
	N.	V.	N.	V.	N.	V.	N.	V.	V.
Agricoles	5	3.900	2	20.250		—		—	24.150
Commerciales ..	74	90.730	17	63.230	1	400	30	72.039(1)	81.521
Financières ...	2	1.100		—		—		—	1.100
Immobilières ..	19	19.750	2	4.950	1	125	2	2.790(2)	21.785
Industrielles ...	16	76.050	11	68.550		—		70.668(3)	73.932
Minières	1	100		—		—	16	—	100
Transports	1	1.000		—		—		—	1.000
Divers		—	1	12.000		—		—	12.000
Totaux 3 ^e tr. 50	118	192.630	33	168.980	2	525	48	145.497	215.588
Tot. 1 ^{er} et 2 ^e tr.	341	779.043	88	583.440		—	94	243.188	1.119.295
Totaux 1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^{me} tr. 1950	459	971.673	121	752.420	2	525	132	388.685	1.334.883
Totaux 1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^{me} tr. 1949	581	1.197.889	197	4.064.293	8	28.620	99	195.787	5.037.775
Différences	122	226.216	76	3.311.873	6	28.095	33	192.898	3.702.892

(1) Dont 12 sociétés pour 1.000 frs : 51.084 transformées en S.A.

(2) Dont 6 sociétés pour 1.000 frs : 38.268 transformées en S.A.

(3) Dont 1 société pour 1.000 frs : 390 transformée en S.A.

c) Nature des augmentations de capital réalisées pendant les 3 premiers trimestres 1950 dans les sociétés anonymes

	Souscriptions espèces	Prélèvements sur réserves	Apports en nature	Total
3 ^{me} trimestre 1950	1.653.901	844.575	245.489	2.743.965
2 ^{me} trimestre »	1.253.871	1.324.450	215.450	2.793.771
1 ^{er} trimestre »	1.340.503	598.192	35.800	1.972.495
Totaux 1 ^{er} , 2 ^{me} et 3 ^{me} tr. 1950	4.248.275	2.767.217	494.739	7.510.231
Totaux 1 ^{er} , 2 ^{me} et 3 ^{me} tr. 1949	6.509.421	1.863.840	288.410	8.661.671
Différences	2.261.146	903.377	206.329	1.151.440

Récapitulation des augmentations de capital souscrites en espèces pendant le 3^{me} trimestre 1950 (en milliers de francs)

	Souscriptions totales	Souscriptions des 3/4	Souscriptions de la 1/2	Souscriptions du 1/4
3 ^{me} trimestre 1950	2.560.465	—	37.500	27.125

LES INVESTISSEMENTS PRIVÉS DANS L'INDUSTRIE MAROCAINE EN 1949

I. — METHODE D'ÉVALUATION DES INVESTISSEMENTS.

L'évaluation des investissements privés réalisés au Maroc se heurte à de multiples difficultés résultant, d'une part, de l'absence de toute information sur le montant du revenu national marocain, d'autre part de l'impossibilité de connaître avec exactitude les mouvements de capitaux entre le Maroc et l'extérieur.

On est ainsi conduit à utiliser une méthode indirecte pour déterminer l'importance de ces investissements. Cette méthode consiste à recenser toutes les entreprises productives exerçant leur activité au Maroc. Selon leur nature juridique on peut les classer en quatre catégories :

- Sociétés anonymes marocaines ;
- S.A.R.L. marocaines ;
- Succursales au Maroc de sociétés françaises et étrangères ;
- Particuliers et sociétés en nom collectif.

En ce qui concerne les sociétés marocaines, il est possible de déterminer le montant des capitaux qui s'y investissent en évitant les doubles emplois résultant des participations prises par des sociétés marocaines entre elles. L'évaluation des investissements réalisés directement au Maroc par des sociétés françaises ou étrangères est, par contre, impossible dans l'état actuel de la documentation. On peut remarquer toutefois que les succursales d'entreprises françaises sont peu nombreuses, celles-ci créant généralement — pour des motifs fiscaux — des sociétés filiales marocaines dont elles conservent le contrôle financier.

Enfin, les entreprises créées par des particuliers — ou des sociétés en nom collectif — se rencontrent presque exclusivement dans le secteur agricole et dans le secteur commercial.

La présente note a seulement pour objet de donner des précisions sur le montant des investissements réalisés dans des sociétés anonymes au cours de l'année 1949. Les S.A.R.L. ont été laissées de côté en raison de leur caractère souvent instable et de leur peu d'envergure. Signalons pour mémoire que la proportion des mouvements de capitaux dans chacune de ces deux catégories de sociétés est la suivante :

En 1948 : Sociétés anonymes	11.972.000.000 de frs
S.A.R.L.	2.113.000.000 de —
En 1949 : Sociétés anonymes	16.426.000.000 de frs
S.A.R.L.	2.269.000.000 de —

Encore convient-il d'observer que la plus grande partie des mouvements de capitaux dans les S.A.R.L. concerne des sociétés commerciales. Dans le secteur industriel qui nous intéresse ici (1) les investissements effectués dans les S.A.R.L. en 1949 peuvent être évalués à 800 millions de francs environ.

(1) Est considérée, dans cette note, comme société industrielle, toute entreprise dont l'activité implique la transformation d'un produit. Par conséquent sont exclues de cette étude les entreprises qui achètent et qui vendent sans modification de la nature du produit. Toutefois les activités minières sont assimilées aux activités industrielles.

II. — MOUVEMENTS DE CAPITAUX ET INVESTISSEMENTS RÉELS.

Dans les sociétés anonymes le montant total des mouvements de capitaux s'élève pour l'ensemble de l'année 1949 à 16.426 millions de francs, se répartissant comme suit :

	millions de frs	%
Sociétés agricoles	639	3,9
» commerciales	3.763	22,9
» immobilières	1.133	6,9
» financières (participations) ..	1.237	7,5
» industrielles	7.013	42,7
» minières	2.452	14,9
» diverses	189	1,2
	16.426	100

Ces chiffres ne doivent pas faire illusion. Une confusion fréquente est faite entre la notion de « mouvements de capitaux » et celle d'investissements réels. Or cette dernière est beaucoup plus étroite et ne peut être précisée qu'après un examen attentif de la situation de chacune des sociétés considérées.

Cette méthode permet seule d'éliminer les doubles emplois résultant des participations des sociétés anonymes entre elles, des transformations de S.A.R.L. en société anonyme, enfin des participations d'organismes publics dans des sociétés privées (participations du B.R.P.M. dans des sociétés minières).

Ainsi comprise, la notion d'investissements réels permet de mesurer avec une certaine exactitude la part des capitaux privés dans l'effort d'équipement économique du Maroc.

III. — ESSAI DE CLASSIFICATION DES INDUSTRIES MAROCAINES.

Au Maroc, pays d'économie encore essentiellement agricole, l'implantation des industries revêt un caractère très varié. On relève toutefois une prédominance des industries de produits de consommation c'est-à-dire de celles qui effectuent la dernière transformation du produit. A cet égard le premier critère de notre classification est l'origine du produit (matière première ou produit fini selon les cas). Toutefois, une place à part doit être faite aux industries alimentaires considérées souvent comme les mieux adaptées à la vocation naturelle de ce pays.

La classification proposée est ainsi la suivante :

I. — Industries alimentaires.

II. — Industries de transformation des produits locaux.

III. — Industries de transformation des produits importés.

Le détail des investissements réalisés dans les divers secteurs d'activité industrielle s'établit en définitive comme suit :

TABLEAU DES INVESTISSEMENTS PRIVES DANS L'INDUSTRIE MAROCAINE EN 1949

(millions de francs)

CATEGORIES	Apports en numéraire	Apports en nature	Incorporation de réserves (1)	Total des investissements bruts	Désinvestissements	Total des investissements nets
I. — Industries alimentaires :						
Conserves	969	84	166	1.219	—	1.219
Brasseries et boissons diverses	247	13	149	409	—	409
Sucreries	268	—	67	335	—	335
Industries alim. diverses.	277	13	100	390	3	387
Total	1.761	110	482	2.353	3	2.350
II. — Industries de transformation des produits locaux :						
Textiles et cuirs	220	34	55	309	—	309
Bois et papiers	723	488	5	1.216	—	1.216
Matériaux de construction	124	17	284	425	—	425
Entrepr. de construction .	289	35	138	462	36	426
Total	1.356	574	482	2.412	36	2.376
III. — Industries de transformation des produits importés :						
Mécanique et travail des métaux	595	2	119	716	—	716
Matériel électrique	305	—	29	334	5	329
Produits chimiques	249	35	36	320	—	320
Industries diverses	373	41	52	466	12	454
Total	1.522	78	236	1.836	17	1.819
IV. — Mines	1.440	164	150	1.754	4	1.750
Total général	6.079	826	1.350	8.255	60	8.195

(1) L'incorporation de réserves au capital est considérée comme la consécration d'une opération d'auto-financement.

(2) Réductions de capital et dissolutions de sociétés soit par fusion avec une autre société, soit par suite de perte de l'actif.

Ce tableau appelle quelques remarques :

1° Les industries alimentaires occupent une place de premier plan dans l'économie marocaine. Elles ont drainé 28 % des capitaux investis dans l'industrie, soit un pourcentage bien supérieur à celui de la plupart des pays européens. D'autre part, les conserveries ont absorbé plus de la moitié des investissements réalisés dans cette branche. La rubrique « brasseries et boissons diverses » inclut les investissements effectués au cours de l'année par le groupe « Coca-Cola ». Enfin les « industries alimentaires diverses » comprennent les huileries, minoteries, fabriques de pâtes alimentaires, etc...

2° Parmi les « industries de transformation des produits locaux », l'essentiel des capitaux investis concerne une entreprise de cartons et papiers installée à Port-Lyautey (capital investi : un milliard). On notera d'ailleurs l'importance des apports en nature de cette branche d'activité.

3° Sous la rubrique « mécanique et travail des métaux » se rencontrent un assez grand nombre d'entreprises nouvelles aux dimensions modestes dont l'activité est orientée vers la production du petit outillage et de la quincaillerie. Plusieurs de ces entreprises sont d'ailleurs des filiales de grands établissements métropolitains (C^{ie} française des métaux, Ets Carnaud et Forges de Basse-Indre) etc...

On doit signaler que ce groupe se classe au troisième rang au point de vue de l'importance des capitaux investis ; c'est là, sans aucun doute, un fait nouveau dans l'économie marocaine.

IV. — ORIGINE DES CAPITAUX INVESTIS.

Il serait intéressant de connaître avec précision les parts respectives des capitaux métropolitains et des capitaux marocains investis dans l'industrie marocaine. A l'heure actuelle, ce travail n'a pu être effectué d'une manière complète. Néanmoins, un sondage effectué sur 25 % des capitaux investis en 1949 indique la répartition suivante :

- Capitaux marocains : 40 %
- Capitaux métropolitains : 55 %
- Capitaux étrangers : 5 %.

En réalité, le pourcentage des capitaux locaux doit être un peu plus élevé car le dépouillement a porté sur les sociétés les plus importantes qui sont normalement alimentées par des capitaux extérieurs.

*
**

Le caractère sommaire de cette évaluation des investissements privés doit être à nouveau souligné. Elle peut présenter cependant quelque intérêt en tant que terme de comparaison avec les années ultérieures. A cet égard, il est permis d'espérer qu'une étude plus complète pourra être effectuée pour l'année 1950. Nous ne manquerons pas d'informer les lecteurs du « bulletin », que cette question intéresse, du résultat des travaux entrepris dans ce domaine.

M. VAUDREY.